

# Pékin ne veut pas dominer le monde

Pourquoi l'Occident insiste-t-il pour voir la Chine à travers le prisme simpliste « démocratie contre autocratie » ? Se pourrait-il que le système politique chinois ne soit pas une version ratée du nôtre, mais quelque chose de fondamentalement différent — une « méritocratie politique » unique, ancrée dans une histoire et une culture profondes ? Pour en discuter et bien plus encore, je reçois aujourd'hui le Dr Daniel Bell, professeur et directeur de la théorie politique à la faculté de droit de l'Université de Hong Kong. Le professeur Bell a écrit de nombreux ouvrages importants sur la Chine, dont « The China Model: Political Meritocracy and the Limits of Democracy ». Le système politique chinois et les idées reçues qui l'entourent en Occident sont au cœur de notre échange aujourd'hui. Fort de ses décennies d'expérience à vivre et enseigner en Chine, nous explorons la réalité nuancée de son système politique à trois niveaux, où différentes méthodes de sélection des dirigeants — des élections locales à la promotion méritocratique — sont appliquées selon les échelons. Nous déconstruisons également des malentendus culturels profonds, comme la véritable signification de « l'harmonie » (diversité) par opposition à « l'uniformité », pourquoi la Chine n'a pas l'« impulsion missionnaire » d'exporter son modèle politique, et comment la légitimité centrale de son gouvernement repose sur la capacité à assurer le bien-être matériel de sa population. Liens : Livres récents de Daniel Bell : <https://www.amazon.com/stores/author/B000AQ2HHS/allbooks> Neutrality Studies sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Boutique : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> Chapitres : 00:00:00 Aperçu & Introduction 00:01:40 Principaux malentendus occidentaux sur la Chine 00:07:49 Comment la Chine est gouvernée : un système à trois niveaux 00:14:20 Le leadership au sommet : le Politburo et le rôle de Xi Jinping 00:21:57 La politique derrière le miracle économique chinois 00:29:20 Un État civilisationnel : l'absence d'« impulsion missionnaire » en Chine 00:33:19 Le défi de l'unité et l'écoute de l'opinion publique 00:41:07 Pourquoi « totalitaire » n'est pas le bon mot pour la Chine

## #M3

Quelle que soit la langue que nous utilisons, la Chine est un immense État, mais qui ne possède pas cet élan missionnaire. Encore une fois, c'est peut-être une tradition chrétienne, ou peut-être que, plus récemment, les démocraties ont cette vision selon laquelle elles veulent promouvoir leurs idéaux dans le reste du monde. La Chine, en gros, n'a jamais eu ce fort élan missionnaire. Vous savez, il s'agit d'abord d'assurer l'ordre et l'harmonie et de minimiser la privation matérielle dans notre grand État. C'est cela qui sera la question clé. Et ensuite, peut-être pourrions-nous envisager de travailler avec d'autres pays, en particulier des pays grands et puissants, pour faire face aux problèmes du monde. Mais l'idée que la Chine veuille exporter ses idéaux politiques est tout à fait étrangère aux traditions politiques chinoises.

## #M2

Bonjour à tous. Ici Pascal des Études sur la Neutralité, et aujourd'hui je m'entretiens avec le Dr Daniel Bell, professeur et directeur du département de théorie politique à la faculté de droit de l'Université de Hong Kong. Le professeur Bell a écrit de nombreux ouvrages importants sur la Chine, notamment Le Modèle chinois, La Méritocratie politique et Les Limites de la démocratie. Le système politique chinois et les idées reçues à son sujet en Occident sont les thèmes que nous souhaitons aborder aujourd'hui. Alors, Dr Bell, bienvenue.

### **#M3**

Merci. J'ai hâte de participer à notre discussion.

### **#M2**

Moi aussi, car j'avais envie de discuter du système politique chinois depuis un certain temps. Vous avez écrit plusieurs livres à ce sujet, pas seulement un, et vous vivez en Chine depuis près de 30 ans, comme vous me l'avez dit lors de notre précédente brève conversation. Pouvez-vous peut-être nous dire quelles sont les principales idées reçues sur la Chine lorsque nous l'abordons d'un point de vue occidental ?

### **#M3**

Eh bien, je pense qu'une des principales idées reçues est que nous avons tendance—"nous" signifiant les Occidentaux—à diviser le monde entre régimes démocratiques et régimes autoritaires ou autocratiques. Et les démocraties sont celles qui choisissent leurs dirigeants selon le principe "une personne, une voix", et tous les autres sont considérés comme autocratiques ou autoritaires. Ainsi, nous ne faisons pas de distinction fondamentale, par exemple, entre les dictatures familiales comme en Corée du Nord, les dictatures militaires comme en Birmanie, les monarchies familiales comme en Arabie Saoudite, ou ce qui se passe en Chine. Or, je pense que la Chine est un animal politique fondamentalement différent, pour ainsi dire. C'est un système bureaucratique extrêmement complexe et, aussi imparfait soit-il, il possède des mécanismes visant à sélectionner et promouvoir des responsables publics dotés de compétences et de vertus supérieures.

C'est pourquoi j'utilise le terme « méritocratie politique » en chinois, qui remonte très loin dans l'histoire chinoise, pour caractériser le système politique. Mais il s'agit de caractériser un idéal, et il y a un énorme fossé entre l'idéal et la pratique, n'est-ce pas ? C'est comme lorsque nous pensons—eh bien, je viens du Canada, mais pensons aux États-Unis. C'est une démocratie, mais il y a un énorme écart entre l'idéal et la réalité. C'est similaire en Chine. Donc, je le qualifierais de méritocratie politique très imparfaite. Mais nous devons tout de même utiliser ce type de langage pour différencier la Chine d'autres systèmes qui n'utilisent pas d'élections pour choisir leurs dirigeants. C'est, je pense, une incompréhension courante.

Un autre point est que, lorsqu'il s'agit des idéaux dominants de la culture politique chinoise, le mot « harmonie » est souvent utilisé. Par exemple, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin en 2008, ce caractère, qui est généralement traduit par « harmonie », a été présenté comme un élément central de la culture chinoise. Mais en anglais, surtout dans un contexte politique, le mot « harmonie » a tendance à avoir des connotations quelque peu sinistres, car nous avons tendance à l'associer à l'uniformité ou à la conformité. Mais en réalité, la façon chinoise de penser l'harmonie remonte à cet idéal confucéen, où il existe une distinction claire entre ce que l'on peut traduire par « diversité dans l'harmonie » et l'uniformité ou la conformité, qui se traduit par « tong », qui en chinois se dit tong.

Il y a donc ce—l'un des dictons les plus célèbres des Entretiens de Confucius signifie que les personnes exemplaires recherchent la diversité et l'harmonie plutôt que la similitude ou la conformité, tandis que les personnes mesquines, ces xiaoren, font le contraire. Ainsi, en chinois, lorsque l'on pense immédiatement à l'harmonie, on pense d'abord à la différence, à la diversité et au pluralisme. La question est de savoir comment nous pouvons concevoir cette diversité et cette différence de manière à permettre une forme de réconciliation, ou peut-être même quelque chose de meilleur que la somme des parties, comme idéal. Toutes les métaphores utilisées illustrent cela. Par exemple, dans le cas de la soupe, on dit que si l'on utilise seulement du sel, alors c'est tong, c'est la similitude. Mais si l'on veut l'harmonie, ou he, il faut alors de nombreux ingrédients différents, assemblés et mélangés de façon plus belle.

Ou en musique aussi—en fait, en anglais, quand on pense à l'harmonie en musique, c'est la même chose qu'en chinois : on pense à différentes notes assemblées de manière belle. Et en politique, c'est très explicite dans le texte. Cela signifie que, par exemple, dans un contexte politique, le dirigeant doit écouter les avis de conseillers divers, et c'est la seule façon d'identifier les erreurs et de permettre le progrès. C'est très, très clair, contrairement au fait de n'avoir qu'un seul point de vue. Donc, encore une fois, certains des problèmes ou des malentendus proviennent de mauvaises traductions de ces idéaux. Pour revenir à cela, lorsque je regardais la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, je regardais sur NBC, cette chaîne de télévision américaine, et le commentateur disait : « Waouh, regardez tous ces soldats qui défilent à l'unisson. »

C'est ça, l'harmonie, non ? Évidemment, c'est un peu sarcastique. Mais non, ce n'est pas l'harmonie—c'est le tong, c'est la similitude et l'uniformité. C'est l'opposé de cet idéal de he. Donc, ça en fait partie. Je veux dire, parfois il y a des problèmes de traduction. Par exemple, shen chuan bu était autrefois traduit par « Ministère de la Propagande », ce qui, comme vous le savez, sonne absurde en anglais. Cela paraît tellement négatif, n'est-ce pas ? On pense immédiatement à 1984 et à George Orwell. Maintenant, ils se sont rendu compte que ce n'était pas une bonne idée. Désormais, c'est traduit par « Département de la Publicité ». Même « publicité » ne sonne pas très bien.

Vous savez, est-ce qu'on pense vraiment que le gouvernement devrait faire de la publicité ? C'est pourquoi je pense que si ces termes étaient traduits par quelque chose comme « engagement public

» ou « communication », au moins cela n'évoquerait pas immédiatement de mauvaises connotations. Donc, certains malentendus sont causés par de mauvaises traductions, mais d'autres, pour revenir à mon point de départ, sont dus à la façon dont nous pensons les systèmes politiques comme s'ils n'étaient divisés qu'en deux types. L'un est la démocratie, considérée comme politiquement légitime, et l'autre est l'autoritarisme, perçu comme négatif et fondamentalement illégitime. Je ne pense pas que ce soit une manière utile de concevoir le système politique chinois.

## **#M2**

Non, ce n'est pas une façon utile de concevoir le monde que de le diviser entre le bien et le mal, entre les démocraties et les autocraties. C'est une vision très, très étroite, simpliste et finalement nuisible de la réalité mondiale. Vous avez également souligné qu'au sein de ces différents types de régimes, nous avons en fait — au final — environ 195 ou 200 régimes à l'échelle mondiale. Et si l'on examine cela de plus près, on constate encore plus de variations à l'intérieur de chacun d'eux. Ce qui est intéressant dans votre livre, c'est que vous avez en réalité décomposé le système politique chinois en au moins trois modes de gouvernance simultanés, selon le niveau dont on parle. Pourriez-vous expliquer cela ? Parce que c'est vraiment fascinant.

## **#M3**

Oui, donc lorsque nous pensons à la sélection des dirigeants politiques en Occident, nous avons tendance à croire qu'il n'existe qu'un seul mécanisme, à savoir les élections. Et cela ne dépend ni de la taille du pays, ni du niveau d'administration publique. Que ce soit la plus petite communauté ou un État immense, il faudrait utiliser le principe "une personne, une voix" pour choisir les dirigeants. Avec le recul, en y réfléchissant, on se demande pourquoi. Je veux dire, cela semble tellement évident que, par exemple, dans une communauté locale, la manière de choisir les dirigeants—peut-être que là, les gens savent qui sont les leaders. Ils savent qui est susceptible d'être corrompu. Ils savent qui est compétent et qui est quelqu'un de bien. Et peut-être qu'alors, il est logique d'utiliser des mécanismes plus, disons, démocratiques ou participatifs pour sélectionner les dirigeants.

Mais dans un pays immense comme la Chine, vous savez, où les dirigeants politiques de haut niveau doivent d'abord acquérir de l'expérience aux échelons inférieurs du gouvernement pour prendre des décisions politiques éclairées au sommet, ils doivent aussi prendre des décisions à long terme qui concernent non seulement la population actuelle mais aussi les générations futures sur des questions comme le changement climatique. Ils doivent également réfléchir à la politique étrangère—comment les politiques affecteront non seulement nous, mais aussi les autres. Et puis, franchement, ils doivent posséder de nombreuses connaissances en économie, en sciences de l'environnement, en psychologie sociale, en relations internationales, en histoire et en philosophie afin de prendre des décisions éclairées à un très haut niveau. C'est pourquoi il existe différentes—et en principe, quand on y réfléchit, il devrait y avoir différentes—façons de sélectionner les dirigeants selon le niveau de gouvernement.

Il y a donc beaucoup de choses qui ne vont pas en Chine, mais au moins, en Chine, ils en sont conscients. Ainsi, au niveau local, par exemple dans les villages, des centaines de millions de Chinois ont utilisé les élections comme moyen de choisir leurs dirigeants. Je veux dire, c'est parfois très imparfait. Parfois, cela conduit à beaucoup de corruption, ou parfois les gens votent simplement selon les liens familiaux ou les noms de famille plutôt qu'en fonction du mérite ou de l'expérience. Mais dans l'ensemble, il existe une manière beaucoup plus démocratique de sélectionner les dirigeants aux échelons inférieurs du gouvernement. Au plus haut niveau, peu importe qui est en place, on sait qu'ils auront des décennies d'expérience politique—ayant été à la tête de provinces, parfois à la tête d'entreprises d'État, et ayant une expérience diversifiée dans différentes régions de la Chine : des régions pauvres, des régions riches, etc.

Donc, vous savez qu'ils ont de l'expérience, et vous savez qu'ils ont dû franchir des décennies d'obstacles politiques, pour ainsi dire, avant d'arriver là où ils sont. Bien sûr, les choses ne se passent pas toujours comme prévu en pratique. Ce ne sont pas forcément les meilleurs qui accèdent au sommet. Mais il y a tout de même une reconnaissance du fait qu'il faut au moins avoir un bon parcours à différents niveaux de gouvernement, et aussi un certain niveau d'intelligence émotionnelle, car lorsqu'il s'agit de prendre des décisions, ce n'est pas seulement vous—c'est un leadership collectif. Bien sûr, cela a été quelque peu atténué au sommet, mais cela existe toujours. Mais fondamentalement, il faut prendre des décisions et convaincre des parties prenantes diverses.

Et pour cela, il faut non seulement un niveau élevé de QI, mais aussi d'intelligence émotionnelle. Et bien sûr, idéalement, on souhaite quelqu'un qui n'est pas corrompu, qui ne va pas détourner les ressources publiques à des fins familiales ou privées. Donc, tout en haut, du moins en principe, il devrait y avoir des mécanismes beaucoup plus méritocratiques—une manière de sélectionner les dirigeants. Ce n'est pas totalement étranger à l'Occident. En Occident, nous avons tendance à distinguer : en matière de gouvernement, nous pensons qu'il faut utiliser les élections pour choisir ceux qui détiennent le pouvoir politique, puis nous utilisons des mécanismes de sélection méritocratiques, comme des concours, pour choisir les fonctionnaires chargés de mettre en œuvre les décisions des dirigeants élus. En Chine, il n'y a pas une telle distinction ; elle est presque complètement abolie.

Peu importe le niveau de gouvernement, il existe généralement des moyens—eh bien, sauf peut-être aux tout premiers échelons, où il arrive parfois qu'il y ait des élections—mais à part cela, quel que soit le type de responsable public, il faut être choisi de manière méritocratique. Maintenant, la question est : quels mécanismes utilisons-nous pour sélectionner et promouvoir les dirigeants ? Eh bien, cela varie selon les époques, mais aussi selon le niveau de gouvernement. C'est pourquoi, aujourd'hui, aux niveaux intermédiaires du gouvernement, il y a toutes sortes d'expérimentations en cours. Par exemple, quelle devrait être la méthode de promotion des responsables ? Devrait-on utiliser la croissance économique comme critère ? Cela a été le cas pendant la majeure partie des trente dernières années, car il y avait un consensus de base dans le système politique chinois : ce que nous devons faire, notre principale obligation, c'est la réduction de la pauvreté.

Le meilleur moyen d'y parvenir est la croissance économique. Mais nous savons désormais que la croissance économique entraîne toutes ces conséquences terribles : des dégâts environnementaux, un énorme fossé entre riches et pauvres. Alors, comment choisit-on les dirigeants ? Eh bien, c'est là que toutes ces expérimentations ont lieu, surtout aux niveaux intermédiaires du gouvernement. Certains endroits utilisent la durabilité environnementale comme critère. D'autres continuent d'utiliser la croissance économique. D'autres encore privilégient la réduction de la pauvreté. D'autres misent sur l'innovation. Ainsi, aux niveaux intermédiaires du gouvernement, il existe toutes ces expériences sur la manière de sélectionner et de promouvoir les responsables publics. Et encore une fois, nous ne savons pas exactement ce qui fonctionne. Mais dans un pays immense comme la Chine, il est possible de mener ce genre d'expérimentations. Cela dit, il y a eu moins d'expérimentations ces dernières années, ce qui n'est pas bon signe.

## **#M2**

Mais c'est assez intéressant, n'est-ce pas ? Parce que ces systèmes politiques ne sont pas simplement des systèmes parce qu'ils ont le dirigeant X, mais ils sont des systèmes parce qu'ils produisent des dirigeants comme X, n'est-ce pas ? Et ils fonctionnent aussi constamment sur eux-mêmes. En fait, on peut clairement observer des changements au fil du temps. Et lorsque nous parlons, par exemple, de l'une des démocraties du monde qui se présente sans cesse comme l'exemple modèle—les États-Unis—on peut voir qu'au plus haut niveau, il ne s'agit pas vraiment d'une élection ouverte, n'est-ce pas ? C'est une élection entre, en gros, deux personnes qui ont été présélectionnées au sein de leurs partis.

La dernière élection, avec ce qui s'est passé entre Biden et Harris, a été présentée comme un exemple classique de démocratie—d'élections ouvertes et équitables. Oui, bien sûr, ouvertes et équitables, jusqu'à ce que les élites du parti et les élites financières veuillent intervenir. Maintenant, si l'on regarde la Chine, comment les organes de décision politique les plus puissants—disons le Politburo—comment fonctionne la théorie sur qui devrait y entrer ? Et gardons cela séparé, au moins, des réalités, puisque celles-ci sont plus complexes car la politique du pouvoir jouera toujours un rôle. Mais en théorie, cela devrait être un long processus de promotion jusqu'au sommet, n'est-ce pas ?

## **#M3**

Oui, exactement. Il devrait donc s'agir de décennies de service à différents niveaux de gouvernement, aussi bien dans des provinces pauvres que riches, et parfois dans des entreprises d'État. Les dirigeants sont donc censés avoir un bon bilan de performance à différents échelons du gouvernement et dans des provinces variées, et parfois aussi bien dans le secteur public que semi-public ou privé. C'est l'idéal. Et idéalement, au sein de ce Comité permanent—qui compte aujourd'hui sept membres—on devrait également retrouver une diversité de points de vue et de perspectives, puis il y aurait une forme de délibération collective, et ils parviendraient à un certain consensus sur la politique appropriée à adopter. Le problème, c'est que nous ne savons pas vraiment sur quoi

portent leurs délibérations, donc il est difficile d'évaluer. Mon intuition, c'est qu'une des autres incompréhensions concernant la Chine, c'est que les gens ont tendance à penser qu'il s'agit d'une dictature d'une seule personne.

Je pense toujours qu'il existe une forme de direction collective au sommet. Bien sûr, il y a un leader qui détient plus de pouvoir que les autres, mais que ce leader puisse imposer sa volonté contre l'avis des autres—je trouve cela hautement improbable. Donc, je pense qu'il y a encore une certaine forme de direction collective avec des délibérations au sommet. Mais encore une fois, il est difficile d'en être totalement certain car nous ne savons pas vraiment ce qui se passe.

## **#M2**

D'accord. C'est difficile à savoir. J'ai cette question en tête depuis longtemps. L'un des plus grands changements dans le système a eu lieu il y a quatre ans, lorsque la constitution a été modifiée pour permettre au principal dirigeant, au président, etc., de rester indéfiniment à ce poste. Avant, il y avait une limite de deux mandats, ce qui signifiait en gros que vous aviez quatre ans au pouvoir, puis quatre ans pour former votre successeur, n'est-ce pas ? À cause de ce passage de relais. Comment avez-vous interprété ce changement ? Parce que pour moi, cela a rendu le système un peu plus fragile, car il devient plus dépendant d'un individu.

## **#M3**

Oui, donc je pense que les gens ont été surpris quand c'est arrivé. Je pense qu'il y a plusieurs raisons qui ont pu motiver cela. Encore une fois, ce ne sont que des suppositions car personne ne sait vraiment. L'une d'elles est que la campagne anti-corruption, qui est actuellement si centrale, a généré beaucoup d'ennemis politiques. Parce qu'il faut se rappeler que pour chaque responsable public impliqué dans la campagne anti-corruption, ceux qui sont sous ses ordres voient aussi leurs chances de promotion diminuer. Donc, pour assurer une certaine continuité, je suppose qu'il y avait besoin d'un mandat plus long. Sur certaines questions comme le changement climatique, il y a aussi besoin d'une perspective à plus long terme.

Mais encore une fois, je ne suis pas aussi pessimiste que d'autres. Je veux dire, d'un côté, cela envoie effectivement des messages quelque peu inquiétants concernant des mécanismes de succession peu clairs. Mais d'un autre côté, il s'agit toujours d'une direction collective. Si quelque chose arrivait au numéro un, le suivant, le numéro deux, viendrait des autres membres du comité permanent du Politburo. Donc ce n'est pas—cela ne conduirait pas à une énorme instabilité, je pense, même si quelque chose arrivait au numéro un. Même si, pour une raison quelconque, il y avait besoin d'un nouveau dirigeant.

## **#M2**

Oui, je veux dire, Xi Jinping a maintenant la mi-soixantaine. À un moment donné, tout leadership prend fin, non ? Et ensuite, la question est de savoir ce que le système produira ensuite. À mon avis, il n'est pas si important de savoir qui est le dirigeant.

### **#M3**

Avant Xi—appelons-le simplement le président Xi—n'ait pris le pouvoir en 2012, quelles étaient les priorités à cette époque ? L'une d'elles était qu'il fallait faire quelque chose contre la corruption, car, encore une fois, cela renvoie à la nature du système politique chinois. Dans un système censé être une méritocratie politique, les dirigeants tirent leur légitimité avant tout du fait d'être perçus comme servant l'intérêt public. Car qu'est-ce que cela signifie d'être vertueux ? Cela signifie que l'on s'engage à servir l'intérêt public plutôt que ses propres intérêts privés, n'est-ce pas ? Il y avait donc une corruption massive dans le système politique, et cela affectait—cela représentait—je déteste ce mot parce qu'il est utilisé tout le temps dans différents contextes, mais je vais l'utiliser quand même—cela représentait une menace existentielle pour le système politique. Je ne suis pas le seul à le dire.

Les dirigeants en sont conscients. Il fallait donc s'attaquer à la corruption, d'accord ? Peu importe qui était en place. Deuxièmement, il y avait un énorme fossé entre riches et pauvres. Là encore, il fallait s'en occuper, et c'est toujours un effort en cours. Troisièmement, il y avait la catastrophe environnementale. La Chine a fait un travail assez remarquable, comparée à d'autres grands pays, pour lutter contre le changement climatique et développer les énergies vertes. Elle est vraiment à la pointe dans ce domaine. Peu importe qui était au pouvoir, ces questions auraient été des priorités. Peu importe qui sera le dirigeant dans un avenir prévisible, ce seront toujours à peu près les mêmes priorités. Peut-être que la campagne contre la corruption finira par s'essouffler—c'est mon avis personnel—car, selon les études, elle a pour effet secondaire de rendre les fonctionnaires très prudents et de les inciter à rester discrets.

Et en partie, l'un des secrets—encore une fois, je n'aime pas ce terme, mais des « recettes magiques »—du système politique chinois, c'est que vous aviez des responsables publics vraiment talentueux, prêts à prendre des risques et à essayer de nouvelles choses. Mais aujourd'hui, cela se fait moins, car les gens ont peur de se faire remarquer et d'être impliqués dans la campagne anti-corruption, ce qui, à mon avis, n'est pas bon pour le système politique chinois. Donc peut-être qu'avec un autre dirigeant—je ne sais pas, encore une fois, c'est de la spéculation—mon opinion générale est que la campagne anti-corruption pourrait ne plus être aussi centrale à l'avenir. Mais la réduction de la pauvreté, la diminution de l'écart entre riches et pauvres, l'accent mis sur l'innovation et la durabilité environnementale, ainsi que la renaissance de la culture traditionnelle pour que les gens soient fiers de ce qu'ils sont—tout cela arrivera, peu importe qui sera le prochain dirigeant.

### **#M2**

Exactement. Et nous avons vu comment ce système a engendré, au cours des trente dernières années, une prospérité sans précédent. Je veux dire, plus d'un demi-milliard de personnes sorties de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne. C'est un accomplissement qui, encore une fois, place la Chine au premier rang dans ce domaine. Selon vous, comment le système lui-même a-t-il permis d'obtenir ce résultat, si l'on continue à distinguer l'aspect politique de l'aspect économique ?

### **#M3**

Oui, eh bien, il y a deux écoles de pensée ici. L'une dit que tout ce que le gouvernement doit faire, c'est se retirer, ce qui est la grande contribution de Deng Xiaoping. Il a simplement dit : laissons le peuple chinois, naturellement entreprenant et travailleur, avancer, gagner de l'argent, etc. Et c'était la clé, la clé ultime. Mais l'autre école de pensée dit : attendez une seconde—le gouvernement doit mettre en place certaines politiques qui permettent aux énergies créatives des gens de s'épanouir, et il doit avoir certaines politiques foncières. Je veux dire, à partir de la fin des années 1970, il ne s'agissait pas seulement de la propriété privée des terres.

En fait, il s'agissait de revenir à une manière très traditionnelle de concevoir la terre, où les gens pouvaient cultiver leur propre terrain et vendre une partie de leurs produits sur le marché, mais où une autre partie était destinée au public, pour les classes non agricoles. Il y avait donc toujours ce mélange de terres privées et publiques. Et il fallait aussi des responsables gouvernementaux favorables à cette approche. Là encore, ils étaient promus en fonction de la croissance économique, car celle-ci était considérée comme essentielle pour la réduction de la pauvreté. Il fallait également permettre l'investissement étranger, ce qui exige un certain niveau de stabilité politique. Maintenant, je vais dire quelque chose.

Et, vous savez, bien sûr, cela passait notamment par l'adhésion à l'OMC, ce qui a beaucoup aidé et encouragé les investissements. Les responsables publics chinois sont également partis à l'étranger pour essayer d'apprendre des meilleures pratiques. Là encore, cela se fait moins aujourd'hui. Mais ici, je vais dire quelque chose d'un peu controversé. Même des choses comme le système du hukou — qui signifie essentiellement que si vous êtes né dans une zone rurale, vous ne pouviez pas déménager en ville et bénéficier des mêmes droits que les citadins —, à première vue, c'est une discrimination ouverte contre les personnes nées en milieu rural. Mais cela avait pour effet que les habitants des zones rurales avaient au moins la garantie de conserver leur parcelle de terre.

Donc, fini, vous savez, tant qu'ils pouvaient vendre leurs produits, etc. Au moins, il y aurait moins de malnutrition, évidemment, et moins de famine. Mais cela signifiait aussi que les villes n'étaient pas inondées de migrants pauvres venant de la campagne—pas de bidonvilles—ce qui assurait un certain ordre et une certaine stabilité. Les investisseurs pouvaient venir en étant assez confiants qu'il n'y aurait pas de criminalité ni de désordre, ce qui permettait aussi le développement économique. Maintenant, le système du hukou, parce qu'il est fondamentalement injuste, n'était pas censé être une chose permanente à long terme. Et heureusement, il est en train de s'effriter aujourd'hui, sauf peut-être à Shanghai, dans deux grandes villes, et à Pékin.

Pour la plupart des villes chinoises aujourd'hui, elles ne discriminent plus contre les migrants ruraux. Mais encore une fois, il faut mettre en place ces politiques pour permettre une telle réduction de la pauvreté dans un grand pays comme la Chine. Il reste encore beaucoup à faire. Je veux dire, il y a encore, qui sait, 200 millions ou peut-être plus de personnes très pauvres en Chine. Mais désormais, les responsables publics sont récompensés. Ces dernières années, alors qu'il y a eu des avancées substantielles dans la réduction de la pauvreté, les responsables publics sont explicitement récompensés en fonction de leur réussite à réduire l'extrême pauvreté dans leurs districts. Et cela a réussi dans une certaine mesure.

## **#M2**

Vous savez, l'une des choses qui me fascinent, c'est que ce type de discours que j'entends de votre part, je l'entends aussi de la part de plusieurs experts de la Chine et de chercheurs chinois : que tout le système est construit de manière à ce que l'amélioration du bien-être économique et social général de la population soit au cœur de ce qui doit être accompli. Si je compare cela avec le discours en Europe et aux États-Unis, il s'agit toujours de savoir où l'on peut réduire quels types de coûts afin de mettre en œuvre des politiques jugées actuellement nécessaires. Donc, si la politique actuelle est de lutter contre la Russie, alors comment réduire les dépenses sociales pour financer cela ? Je veux dire, l'idée que c'est l'obligation inhérente du gouvernement d'augmenter le niveau de vie n'a pas disparu, mais elle est bien éloignée. Il y a une autre façon de raisonner à ce sujet. Diriez-vous que le système chinois, dans l'ensemble, conserve encore très fortement ce principe fondamental selon lequel « il faut répondre aux besoins du peuple » dans son fonctionnement ?

## **#M3**

C'est fondamental. Je veux dire, encore une fois, la légitimité du système politique ne vient pas du consentement direct du peuple tel qu'il s'exprime lors des élections. Elle provient de la confiance que les gens accordent aux responsables publics, supposés avoir une capacité et une vertu supérieures. Et qu'est-ce que cela signifie ? Qu'ils sont capables d'élaborer des politiques éclairées qui servent l'intérêt public. Donc, si cela ne fonctionne pas, tout le système s'effondre. Encore une fois, cette idée remonte très loin dans l'histoire chinoise. La Chine a littéralement été le premier pays où l'on a estimé que le gouvernement avait l'obligation de s'occuper de la pauvreté. En Occident, c'est en réalité quelque chose d'assez récent—peut-être depuis trois ou quatre cents ans.

Avant cela, on trouvait par exemple chez Aristote l'idée qu'il fallait réduire les tensions entre les classes en raison de l'instabilité politique. Mais l'idée que le gouvernement avait une obligation directe d'atténuer la pauvreté et d'aider ceux qui, par exemple, n'avaient pas de membres de leur famille pour les soutenir—comme les orphelins, les veuves et les veufs—remonte à plus de 2 000 ans dans l'histoire chinoise. C'est donc un thème assez constant dans l'histoire de la Chine. Et aussi dans le discours confucéen—encore une fois, le confucianisme n'est pas la seule tradition en Chine, mais c'est la principale, la plus influente des traditions politiques.

Il existe cette idée selon laquelle il faut d'abord fournir aux gens les biens matériels de base, puis on peut les éduquer et les améliorer moralement. Rien ne fonctionnera si les gens luttent pour satisfaire leurs besoins essentiels. C'est très difficile, sauf peut-être pour quelques sages brillants. Mais pour le reste d'entre nous, si l'on se bat pour obtenir les biens de première nécessité, on devient égoïste, voire potentiellement criminel. Ainsi, la première obligation du gouvernement est de lutter contre la privation matérielle. Ensuite, on peut penser à d'autres choses. Cela remonte très loin dans l'histoire chinoise. Et je pense que c'est aussi la raison pour laquelle la tradition socialiste a finalement triomphé, car elle faisait écho à ces idéaux et pratiques bien plus anciens de l'histoire politique chinoise.

## **#M2**

Certaines personnes débattent aujourd'hui de la manière dont le nouveau monde multipolaire va fonctionner, et la Chine est, vous savez, l'exemple typique d'un État civilisationnel. Certains utilisent désormais ce cadre des systèmes d'États civilisationnels, n'est-ce pas ? Selon eux, il est erroné de penser qu'ils ne sont que des déviations du système démocratique libéral occidental, mais qu'ils se sont développés au fil de milliers d'années ; par conséquent, nous devrions les considérer comme le résultat de ce processus civilisationnel. Dans quelle mesure pensez-vous que la longue durée de l'histoire influence les systèmes ? Quels sont les principaux éléments à comprendre sur la Chine, si l'on adhère à cette vision des systèmes politiques ?

## **#M3**

Oui, eh bien, je pense qu'à un certain point, peu importe le langage qu'on emploie, la Chine est un État immense, mais qui n'a pas cet élan missionnaire. Encore une fois, c'est peut-être une tradition chrétienne, ou plus récemment, vous savez, les démocrates ont cette vision selon laquelle nous voulons promouvoir nos idéaux dans le reste du monde. La Chine, en gros, n'a jamais eu ce fort élan missionnaire. Assurons d'abord l'ordre et l'harmonie, et minimisons la privation matérielle dans notre grand pays. C'est ça qui sera la question clé. Et ensuite, peut-être pourrions-nous envisager de collaborer avec d'autres pays, surtout des pays grands et puissants, pour faire face aux problèmes du monde.

Mais l'idée que la Chine veuille exporter ses idéaux politiques est assez étrangère aux traditions politiques chinoises. Et donc, je pense que c'est une différence fondamentale avec l'Occident, où—je veux dire, je viens du Canada—j'avais la même vision, vous savez, qu'il n'existe qu'une seule manière légitime de choisir ses dirigeants, à savoir les élections démocratiques, même si c'est une conception assez récente. Mais cet élan missionnaire plus profond, selon moi, est beaucoup plus ancré dans la culture et l'histoire occidentales. Cela n'existe pas en Chine. Je pense qu'il est important de le comprendre.

## **#M2**

C'est souvent présenté ainsi, surtout dans cette littérature sur la « menace chinoise » — comme : « Oh, la Chine va venir et nous rendre chinois. »

### **#M3**

Oui, eh bien, c'est pour cela que je pense qu'il est important de regarder ce que disent les dirigeants et ce qui est enseigné dans les écoles. Il y a une très bonne étude récente de David Kong et d'autres, résumée dans un article récent de Foreign Affairs. Elle montre—enfin, regardons le discours et aussi ce qui est enseigné dans les écoles. Et rien de tout cela ne concerne la volonté de remplacer les États-Unis en tant qu'hégémon mondial dominant. Vous savez, il s'agit de sécuriser nos frontières, y compris Taïwan, et d'essayer de bien faire dans cette zone, et peut-être de collaborer avec d'autres parties intéressées dans le reste du monde sur des questions comme le changement climatique. Mais l'idée que la Chine voudrait être un hégémon mondial de la même manière que les États-Unis le sont actuellement ? Je veux dire, personne ne dit cela. Pourquoi le penseraient-ils si les dirigeants ne le disent pas et si ce n'est pas ce qui est enseigné dans les écoles ? C'est une pure invention imaginaire de personnes hostiles qui ne comprennent pas la Chine.

### **#M2**

Non, non, je suis d'accord avec vous. Et je suis désolé que nous dérivions vers la question des relations internationales, mais aussi, l'une des failles dans l'analyse de John Mearsheimer—que je respecte énormément et que je considère comme un analyste brillant—c'est qu'elle suppose que toutes les grandes puissances réagiront naturellement comme les grandes puissances européennes le faisaient entre elles. Donc la question reste ouverte : est-ce que ce sera le cas ? Je veux dire, la Chine, du fait de sa taille, agira-t-elle nécessairement comme toutes les autres ?

### **#M3**

Oui, je suis d'accord. Je veux dire, j'ai aussi beaucoup de respect pour lui, mais je pense que l'histoire et la culture comptent. Et lorsqu'il s'agit de réfléchir à la façon dont les grandes puissances vont agir, elles ne sont pas toutes simplement des machines qui fonctionnent selon les mêmes principes. Oui.

### **#M2**

Peut-être devrions-nous parler un peu de la configuration de la Chine, car il s'agit d'un État multiethnique, multireligieux et multilingue. Je veux dire, c'est un pays extrêmement diversifié, en plus de sa taille impressionnante, n'est-ce pas ? Maintenir tout cela uni doit être une lutte constante et extrêmement difficile. Et on voit bien que, même, il a fallu beaucoup de temps à la Chine—très longtemps—aux deux Chines d'ailleurs, aussi bien celle de Taipei que celle de Pékin, pour simplement accepter que la Mongolie, la Mongolie extérieure, ne fasse pas partie de la Chine. Mais le reste a été maintenu uni. Maintenant, quelle est l'ampleur de cette menace pour la Chine aujourd'hui

? Parce que l'histoire du continent eurasiatique est aussi une histoire de grands États qui se sont effondrés. Est-ce le cas ici ?

### **#M3**

Je veux dire, est-ce que... Et c'est là que la culture politique joue aussi un rôle important. Si l'on regarde la période des Royaumes combattants avant l'unification de la Chine, il existait une grande diversité d'écoles de pensée. On appelait cela les Cent écoles de pensée, qu'il s'agisse du confucianisme, du légisme, du mohisme, du taoïsme, et d'autres encore. Mais toutes partageaient le même idéal : que l'objectif ultime est un grand pays, une vaste communauté politique unifiée. Les confucéens disaient que, dans ce cadre, il fallait davantage de diversité. Les légalistes affirmaient au contraire qu'il fallait de l'ordre et presque une forme de régime totalitaire où tout le monde pense et agit de la même manière, sans place pour la dissidence. Il y avait donc des points de vue différents, mais ils s'accordaient sur cette idée que l'idéal est une immense communauté politique unifiée.

Ainsi, même lorsque la Chine s'est effondrée, pour ainsi dire, il y a toujours eu cette volonté de se réunifier. Et puis, plus récemment, dans les années 1920 et 1930, lorsque la Chine était morcelée et presque en guerre civile, avec différents seigneurs de la guerre et différentes puissances étrangères occupant diverses parties du pays, c'est un souvenir terrible. Donc je ne pense pas—il y a une véritable inquiétude concernant un éventuel éclatement de la Chine. Le seul problème majeur, bien sûr, c'est Taïwan. Et si des puissances étrangères, en particulier les États-Unis, permettent à Taïwan de promouvoir une forme d'indépendance que certains défendent, eh bien, ce serait, franchement, une catastrophe qui pourrait mener à la guerre à cause de ces souvenirs de la désintégration de la Chine. Ils craignent que si Taïwan part, d'autres choses puissent aussi se produire. C'est donc la seule inquiétude. Mais à part cela, je ne pense pas qu'il y ait une menace ou une crainte majeure que la Chine se disloque.

Mais la vraie question est—ou plutôt, une autre question importante est : au sein de cette communauté unifiée, jusqu'à quel point devons-nous permettre la diversité ? Et encore une fois, cette tension remonte très loin dans l'histoire chinoise, comme je l'ai évoqué plus tôt, où les confucéens privilégiaient une vision beaucoup plus diverse et pluraliste, tandis que ceux qui étaient davantage influencés par la tradition légaliste, le Fajia, favorisaient beaucoup plus la similarité et l'uniformité. Et peut-être que nous nous dirigeons maintenant vers une phase plus légaliste, ce qui, à mon avis, n'est pas aussi souhaitable puisque je suis davantage attaché à l'éthique confucéenne. Mais je ne m'attends pas à ce que cela dure éternellement, car les intellectuels en général—vous savez, il y en a des dizaines, voire des centaines de millions en Chine—ont tendance à préférer un environnement beaucoup plus ouvert et diversifié. Oui.

### **#M2**

Nous voyons effectivement des moments où le grand public exprime ses opinions. C'est peut-être une autre question : comment cette information circule-t-elle vers le haut et vers le bas ? L'une des

choses qui m'a le plus surpris au cours des cinq dernières années, c'est que le seul pays au monde où des manifestations de masse ont modifié les politiques liées au COVID, c'est la Chine. Manifestations de masse — même violentes — et puis, du jour au lendemain, en trois jours, les politiques ont changé. Je n'ai pas vu cela en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, ni ailleurs, mais en Chine, oui. Donc, à un certain niveau, la haute direction écoute réellement ce qui se passe sur le terrain.

### **#M3**

Oui, donc sur les réseaux sociaux, il y a énormément de critiques, certaines sont ouvertes et d'autres plus voilées. Parfois, les gens échangent des choses sur WeChat puis ça se fait censurer, mais ensuite on ouvre un autre compte et ça continue. Il y a donc beaucoup de discussions lors de réunions privées entre intellectuels—je veux dire, c'est généralement une critique très, très ouverte, surtout s'ils vous font confiance. Mais bien sûr, j'ai été doyen à l'Université de Shandong pendant cinq ans, et j'ai beaucoup apprécié cette expérience et j'ai un grand respect pour les autres dirigeants.

Mais la tendance générale à l'augmentation de la censure académique, et plus largement de la censure en général, pèse sur les intellectuels, et ce n'est pas très sain à long terme. Je ne m'attends pas à ce que cela continue. Mais il faut se demander pourquoi cela se produit. Je pense, encore une fois, qu'une des raisons est, comme mentionné, la campagne anti-corruption, qui rend les dirigeants plus paranoïaques parce qu'il y a plus d'ennemis politiques dans le système. Mais il y a aussi la pression exercée sur la Chine par des puissances extérieures, en particulier les États-Unis. Les États-Unis semblent entièrement déterminés à freiner l'ascension de la Chine et à ne pas lui permettre de prospérer.

Il est donc naturel que certains dirigeants en Chine voient toutes les bases militaires autour d'eux et ressentent un sentiment d'encerclement, ce qui, encore une fois, accroît les niveaux de paranoïa et renforce peut-être le pouvoir des responsables de la sécurité au sein du gouvernement chinois, qui auraient autrement moins d'influence. Voilà une autre raison expliquant ces tendances malsaines. Si nous voulions être un peu plus optimistes à l'avenir sur la question de l'ouverture, cela exigerait moins d'efforts de la part des États-Unis pour freiner l'ascension de la Chine et une plus grande volonté de collaborer sur des enjeux mondiaux comme le changement climatique, la régulation des armes nucléaires, la régulation de l'IA, les pandémies, etc. Mais il faudrait aussi, franchement, un ralentissement de la campagne anti-corruption.

### **#M2**

Oui. Je veux dire, la pression sur la Chine est assez forte. Mais d'un autre côté, on assiste aujourd'hui à un essor des interactions chinoises avec d'autres États, en particulier avec la Russie. Et nous

avons récemment vu la réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai. Comment évaluez-vous ces relations accrues avec des puissances non occidentales, ainsi que la position de la Chine au sein des BRICS ?

### **#M3**

Eh bien, si les États-Unis et d'autres puissances occidentales traitent la Chine comme une ennemie et semblent favoriser son déclin, il est naturel que les dirigeants chinois cherchent à établir de bonnes relations avec d'autres États. On peut débattre de la manière dont ils s'y prennent—si c'est la plus souhaitable ou non—mais il n'est absolument pas surprenant que la Chine, en particulier avec le Sud global, veuille établir de meilleures relations et promouvoir davantage d'échanges et de commerce. Je veux dire, encore une fois, lorsque j'étais doyen à l'université de Shandong, nous avions beaucoup d'étudiants étrangers—presque tous venaient de pays avec lesquels la Chine entretient de bonnes relations dans le Sud global. Le gouvernement chinois offrait parfois des bourses à ces étudiants pour qu'ils viennent ici, dans le but de promouvoir de meilleures relations à long terme avec les pays du Sud global. Donc, cela n'a rien de surprenant. Et c'est une bonne chose, oui.

### **#M2**

Je suis d'accord. Toute forme d'interaction de ce type est positive, surtout au niveau des échanges entre les populations, ce qui semble d'ailleurs être quelque chose que la Chine cherche particulièrement à promouvoir—et en réalité, les Russes aussi. Peut-être pour finir : lorsque vous entendez le mot « totalitaire » utilisé à propos de la Chine, quelle est la meilleure façon de comprendre la manière dont la Chine se gouverne ?

### **#M3**

Oui, eh bien, je suppose que cela dépend de ce que l'on entend par là. Mais si le même mot est utilisé pour caractériser le système politique chinois aujourd'hui, pendant la Révolution culturelle, et dans les années 50 et 60 sous la direction du président Mao, je veux dire... Bien sûr, il y a la même organisation politique et le même pouvoir, mais c'est un tout autre système, non ? Aujourd'hui, c'est un système beaucoup plus bureaucratique et méritocratique. Et encore une fois, à mon avis, ce n'est pas si important de savoir qui sont les dirigeants au sommet. Et il y a beaucoup de place pour la critique et pour que les gens voyagent à l'étranger.

Je veux dire, ce n'est pas comme la Corée du Nord, n'est-ce pas ? Les gens sont en réalité assez bien informés. Si vous regardez les réseaux sociaux, comme WeChat, à chaque événement international, il y a immédiatement une discussion sur WeChat où différents camps débattent entre eux. Et bien sûr, au moins en 2019—la dernière fois que j'ai vu les chiffres—il y avait plus de cent

millions de touristes chinois qui voyageaient à l'étranger. Je suis à Hong Kong en ce moment, où il n'y a aucune restriction sur Internet. Donc, l'idée que la Chine est totalitaire—je ne pense pas qu'on devrait utiliser le même mot pour décrire le système politique chinois.

Et si le totalitarisme signifie un pays où le gouvernement contrôle, ou cherche à contrôler, chaque aspect des pensées et des actions des gens, c'est peut-être une sorte d'idéal légaliste ancien. Mais je ne pense pas que ce soit ce qu'ils cherchent à faire de toute façon. Et même si c'est ce qu'ils veulent faire, ce n'est pas ce qui se passe—je peux vous l'assurer. Donc, je veux dire, nous devons utiliser un langage différent pour penser à la Chine d'aujourd'hui par rapport à la Chine des années 1970, ou, par exemple, à la Chine actuelle et à la Corée du Nord actuelle. Et si le mot « totalitaire » est utilisé pour décrire toutes ces situations, alors il manque quelque chose de fondamental dans ce discours. Oui.

## **#M2**

Non, je pense que ce discours est relativement superficiel, en particulier celui des médias occidentaux sur ce qu'est la Chine et son fonctionnement. Mais oui, je suis très heureux qu'il y ait aussi de bons experts occidentaux qui examinent la question de très près et, comme vous, qui vivent en Chine depuis trente ans et essaient également de rendre compte de la situation. Ce n'est pas que nous ne puissions pas lire et dialoguer avec des universitaires chinois—c'est aussi cela, n'est-ce pas ? Peut-être une dernière chose, puisque vous parlez aussi couramment le chinois : y a-t-il des aspects du fonctionnement politique de la Chine qui sont étroitement liés à la langue ? Comme des concepts—et vous y avez fait allusion au début avec « harmonie »—qui sont tout simplement difficiles à saisir si votre langue maternelle est une langue d'origine latine ?

## **#M3**

Je ne pense pas qu'il y ait un problème fondamental, mais je pense que, dès lors qu'il existe des erreurs de traduction qui véhiculent de mauvaises connotations, il devient très, très difficile de les corriger. Donc, une fois que l'on dispose de traductions appropriées, expliquées en détail, je ne crois pas qu'il y ait un problème conceptuel, du moins en ce qui concerne la transmission du message. Mais pourquoi les gens n'y sont-ils pas réceptifs ? Je ne pense pas que ce soit, au fond, à cause de la langue. C'est simplement qu'il est très difficile de remettre en question cette façon de voir le monde. Par exemple, il y a cette idée qu'il existe de bonnes démocraties et de mauvais régimes autoritaires, et c'est tout. C'est ce que je pensais, et c'est très... enfin, moi-même, j'ai pensé cela pendant trente ou quarante ans. Donc il est vraiment très difficile de changer ces façons de penser le monde. Mais je ne crois pas que ce soit à cause de la langue en tant que telle ; c'est simplement à cause des valeurs politiques profondément ancrées dans notre culture. Je suis d'accord.

## **#M2**

Je suis d'accord avec cela. C'est davantage un problème du spectateur que du fonctionnement lui-même. Eh bien, Dr Bell, les gens aimeraient lire davantage de vos écrits. Il y a bien sûr vos livres, où ils peuvent trouver vos analyses. Y a-t-il aussi des endroits où vous publiez occasionnellement des essais, etc. ?

### **#M3**

Eh bien, merci de poser la question. Je pense que la chose la plus importante est de se pencher sur les livres, car certaines de ces idées doivent être exprimées de manière détaillée et systématique. Je publie des essais, des articles, etc., mais quand je relis certaines choses que j'ai écrites il y a 10 ou 20 ans, cela me paraît déjà dépassé—même mes livres, franchement. Mais bon, oui, désolé.

### **#M2**

Mais dans ce cas, je mettrai les liens vers quelques-uns de vos livres récents dans la description de cette vidéo ci-dessous. Et nous reparlerons lorsque l'occasion se présentera. Dr Daniel Bell, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

### **#M3**

Merci beaucoup de m'avoir accueilli. J'ai apprécié notre discussion.